

Vaudois!

N°4 - 25 juin 2025

Le média d'opinion libérale-radical

Suisse-Europe, l'heure des choix

Accès au marché, souveraineté, énergie: le troisième paquet des accords bilatéraux est en consultation. Décryptage des enjeux d'un choix décisif pour notre économie, notre recherche et notre sécurité. Derrière des mécanismes techniques se cachent des conséquences très concrètes. Le débat est lancé

Pages 4-6



Keystone

Actualité

Isabelle Moret mène une mission économique en Chine

Pages 8-9



Ma Section

Vevey, une section gonflée à bloc

Page 13



Portrait

Roxane Faraut, une passion nyonnaise

Pages 14-15



Moment de vérité



Par
Nasrat Latif
Rédacteur en chef

Est-il préférable de nous allier à nos plus proches voisins, les pays de l'Union européenne, ou à des partenaires plus lointains comme les Etats-Unis, l'Inde ou l'Indonésie? Dans un monde idéal – et en paix –, la question ne se poserait pas vraiment: chaque ouverture serait une opportunité bienvenue pour notre économie. La mission vaudoise menée en Chine (*lire en pages 8 et 9*) en est une bonne illustration. Mais ces relations doivent être vues comme complémentaires, et non comme des alternatives à notre lien à l'UE.

Il y a encore peu, les opposants aux nouveaux accords bilatéraux laissaient entendre qu'il était préférable de tourner le dos à l'Europe pour voir si l'herbe n'était pas plus verte ailleurs. Mais c'était avant que le monde ne bascule, que les équilibres géopolitiques ne se durcissent, et que les alliances historiques – notamment transatlantiques – ne soient remises en question. Le retour d'une guerre commerciale initiée par le nouveau locataire de la Maison-Blanche rappelle une réalité simple: le marché européen reste, de loin, notre partenaire le plus important, le plus proche et le plus stable.

Il faut aussi tordre le cou à une croyance tenace: non, la prospérité de la Suisse n'est pas le fruit

du refus d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE) en 1992, mais bien du travail mené dans les années suivantes pour obtenir des accords bilatéraux sur mesure. Ceux-ci ont permis à notre pays de retrouver des couleurs sur le plan économique, après une décennie marquée par un des plus faibles taux de croissance de l'OCDE. Les faits sont têtus.

Aujourd'hui, la pénurie de main-d'œuvre s'aggrave, et l'arrivée massive des baby-boomers à la retraite va encore accentuer cette pression. La libre circulation des personnes nous permet d'accueillir les forces vives indispensables dans des secteurs comme la santé, la construction ou le tourisme.

Mais notre lien à l'Europe dépasse les chiffres. Il s'appuie sur un socle de valeurs partagées: la démocratie, le règlement pacifique des différends, l'Etat de droit ou le multilatéralisme. Autant de principes devenus banals, mais que les soubresauts du monde actuel nous obligent à considérer comme essentiels.

La séquence politique qui s'ouvre n'est que le début d'un long processus, jalonné de décisions parlementaires et de votations populaires. Le lancement de la consultation sur le paquet des Bilatérales III (*lire en page 4*) permet un débat légitime. Il représente aussi une chance: celle de poser les faits, d'écouter les arguments, et de prendre le temps d'un choix éclairé.

SOMMAIRE

Olivier Feller

Conseiller national

Page 3

Dossier

Le point sur les Bilatérales III

Pages 4-6

Florence Bettschart-Narbel

Présidente PLR Vaud

Page 7

Actualité

Mission économique vaudoise en Chine

Page 8-9

Jérôme Thuillard

Secrétaire général PLR Vaud

Page 10

Parti pris

Résultats des votations et divers

Pages 11-12

Ma section

Vevey

Page 13

Portrait

Roxane Faraut, municipale à Nyon

Pages 14-15

IA Point comme nous

Greta d'Arc, l'élue des causes

Page 16

Pause estivale

La rédaction de **Vaudois!** prend quelques semaines de repos bien mérité. Le journal reviendra dès le 27 août avec de nouveaux articles, analyses et portraits au cœur de la politique vaudoise. Bel été à toutes et à tous !

Publicité

Votre partenaire pour vos recrutements de cadres et d'ingénieurs



Christophe.Andrae@jrmc.ch
+41 79 447 47 94

JRMC Lausanne
& ASSOCIÉS
MANAGEMENT CONSULTANTS

Le droit de manifester n'est pas le droit de bloquer



Par
Olivier Feller
Conseiller national

Le soir du lundi de Pentecôte, quelques centaines de manifestants ont bloqué pendant une bonne heure les voies CFF dans les gares de Genève et de Lausanne. Le trafic en a été fortement perturbé: 80 trains supprimés et des retards considérables pour les autres. De nombreux trains n'ont par ailleurs pas pu rejoindre leur point de départ habituel et le trafic normal n'a pu être rétabli par les CFF que le lendemain en début d'après-midi. Sans parler évidemment des coûts engendrés par cette situation.

C'est la dernière «manifestation» des dérives du droit de manifester en Suisse à l'image de ce qui se passe dans d'autres pays, notamment en France. Le droit de manifester est un droit fondamental. Reconnu dans tout régime démocratique, il prolonge les droits de réunion et d'expression en permettant l'émergence collective d'une opinion. Il s'agit de faire valoir une revendication, défendre une cause, obtenir un changement. Autant dire que les régimes à vocation totalitaire n'aiment pas ça du tout.

Ce n'est pas une raison pour faire du droit de manifester le droit de faire n'importe quoi. Il y a des règles à respecter, à commencer par la demande

d'autorisation, dont le but est de préserver l'ordre public. La manifestation de ce lundi de Pentecôte, dite «spontanée», s'est exonérée de cette obligation. Première dérive, qui n'est pas anodine.

Mais il y a plus grave. Manifester dans l'espace public, en défilant dans la rue pour faire valoir son opinion au travers de slogans et de pancartes, pour se faire entendre des médias et des citoyens, ce n'est pas le droit de bloquer les moyens de transport ou d'occuper un bâtiment public ou privé. Quelle que soit la cause défendue – le climat, l'humanitaire – la liberté des uns ne doit pas entraver la liberté des autres. La manifestation de ce lundi de Pentecôte a violé cet autre principe fondamental dans une société démocratique. Deuxième dérive, qui tend à devenir une habitude.

Ce genre de manifestants justifient leur comportement, au demeurant illégal, par la nécessité, selon eux, de «radicaliser» leur mouvement. Sans quoi, paraît-il, rien ne bougerait. Ce qui est à la fois faux et inacceptable. Faux, parce qu'il n'est heureusement pas nécessaire de recourir à ces extrémités pour qu'une cause soit entendue. Il arrive même souvent que

ces «radicalisations» finissent par nuire à l'objectif recherché. Et inacceptable, car le but d'une manifestation est de faire valoir un point de vue, non de l'imposer.

«Ce n'est pas une raison pour faire du droit de manifester le droit de faire n'importe quoi»

Le comble, c'est de revendiquer à la fois cette radicalisation et le «calme», le côté «pacifique» d'une manifestation illégale. Comme si nous devions être heureux que ce lundi de Pentecôte ne se soit pas traduit par des dégradations dans les gares, des vitres de magasins brisées, des voitures incendiées. Pardon, mais c'est la moindre des choses. Et il n'en reste pas moins que bloquer les moyens de transport ou occuper un bâtiment n'est pas innocent. Ce n'est pas «pacifique». C'est une forme d'intimidation et de violence. ces «radicalisations» finissent par nuire à l'objectif recherché. Et inacceptable, car le but d'une manifestation est de faire valoir un point de vue, non de l'imposer.

Publicité

dsilence acoustique sa
Bureau d'études
A l'écoute de votre silence
Acoustique des salles,
du bâtiment,
de l'environnement
021 601 44 59
www.dsilence.ch

Bilatérales III: comprendre les enjeux

Par
Nasrat Latif

La procédure de consultation est ouverte concernant le troisième paquet d'accords, déterminants pour les relations entre la Suisse et l'Union européenne. Derrière les aspects techniques se jouent un équilibre à mesurer. Décryptage

Les relations avec l'Union européenne, principal partenaire économique de la Suisse, sont stratégiques. Les accords bilatéraux I, conclus en 1999, puis les accords bilatéraux II, intervenus cinq ans plus tard, assurent à la Suisse un accès privilégié au marché européen, facilitent le recrutement de talents et renforcent la coopération en matière de recherche. Le nouveau paquet, appelé Bilatérales III et mis en consultation jusqu'à octobre, actualise notamment les cinq accords existants d'accès au marché intérieur: libre circulation des personnes, obstacles techniques au commerce, transports terrestres et aériens, ainsi que l'agriculture.

Parmi les points sensibles figurent la reprise dynamique du droit européen et la procédure de règlement des différends (*lire encadrés*). Ces mécanismes ne concernent qu'une partie de ces accords liés à l'accès au marché intérieur de l'UE, sur un total de 140 accords. Deux nouveaux volets, portant sur l'électricité et la sécurité alimentaire, seraient également concernés à l'avenir.

Sécurité juridique

Ces nouveaux mécanismes garantissent sécurité juridique et égalité de traitement, prévenant

ainsi l'instauration de mesures arbitraires sans lien direct avec le sujet concerné, comme ce fut le cas lorsque la Suisse a été exclue du programme européen de recherche ou lorsque l'industrie suisse des technologies médicales a perdu son accès au marché intérieur de l'UE en 2021. Depuis lors, Bruxelles refuse de mettre à jour l'accord concerné, entraînant selon Swiss Medtech

des coûts administratifs estimés à quelque 300 millions de francs par an, sans compter les investissements potentiellement non réalisés en Suisse en raison de ces obstacles commerciaux.

Un paquet de 1800 pages

Le paquet Bilatérales III comprend un accord de stabilisation des traités existants et trois accords supplémentaires dans les domaines de l'électricité, de la sécurité alimentaire et de la santé. Chaque volet est soumis à un référendum facultatif sous la forme de quatre arrêtés fédéraux. Des mesures d'accompagnement touchant la protection des salaires, l'immigration, les transports terrestres et de l'électricité sont prévues. Le négociateur en chef Patric Franzen souligne que la Suisse a obtenu des «exceptions importantes», non soumises à la reprise dynamique du droit. Le dossier sera soumis aux Chambres en 2026.

Le Conseil fédéral, représenté par le PLR Ignazio Cassis, estime avoir trouvé un «équilibre solide pour des relations régulées, durables et prévisibles» avec l'UE, dans l'intérêt de la population, des entreprises et du monde de la recherche.

Reprise dynamique du droit

Les accords bilatéraux I et II reposent déjà sur l'équivalence des législations, la Suisse adaptant généralement son droit en parallèle avec celui de l'Union européenne. La reprise dynamique du droit prévue par les Bilatérales III garantit à la Suisse un accès stable et sans interruption au marché intérieur de l'UE – condition essentielle pour éviter les conséquences négatives pour ses entreprises.

Dans ce cadre, la Suisse participera à l'élaboration des actes juridiques européens, avec la possibilité d'influencer les décisions à son avantage. Ce fonctionnement existe déjà dans le cadre de l'accord de Schengen, comme en témoigne la directive sur les armes où la Suisse a pu négocier des exceptions respectant ses spécificités, telles que la tradition du tir et le service militaire. La Suisse conserve aussi sa souveraineté: elle peut choisir de ne pas intégrer une nouvelle disposition européenne, notamment par le biais d'un référendum.



Trois nouveaux accords

Le nouvel accord sur l'électricité vise à renforcer la concurrence en introduisant un modèle de choix pour les consommateurs: entreprises et particuliers suisses dont la consommation est inférieure à un seuil donné pourront rester chez le fournisseur local à prix régulés, ou opter pour le marché libre, avec possibilité de retour sous conditions. Cette ouverture du marché diminuerait les coûts énergétiques pour la classe moyenne et les PME, renforcerait la stabilité du réseau électrique, sécuriserait l'approvisionnement (en particulier en hiver), et offrirait de nouvelles perspectives aux entreprises électriques suisses, notamment dans le domaine de l'hydraulique.

L'accord sur la sécurité alimentaire améliore l'accès de la Suisse aux systèmes européens d'alerte précoce et à l'évaluation des risques, réduit les obstacles commerciaux, ouvre le marché et renforce la protection des consommateurs. Objectif du Conseil fédéral, notamment:

Le règlement des différends

Actuellement, les litiges entre la Suisse et l'Union européenne sont réglés politiquement au sein d'un comité mixte. Les Bilatérales III instaurent un mécanisme juridique clair: en cas de désaccord persistant, un tribunal arbitral composé de trois juges (un désigné par la Suisse, un par l'UE et un choisi conjointement) tranchera. Si l'interprétation du droit européen est en jeu, la Cour de justice de l'UE sera consultée, mais c'est bien le tribunal arbitral qui statuera définitivement.

Chaque partie peut refuser d'appliquer la décision arbitrale, l'autre pouvant alors adopter des mesures compensatoires proportionnées sous le contrôle de ce même tribunal.

protéger la population de manière plus efficace contre les aliments potentiellement dangereux. A noter que la politique agricole n'est pas concernée par cet accord.

Enfin, l'accord sur la santé prévoit une collaboration avec le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, la participation au Système européen d'alerte précoce et de réac-

tion, ou encore l'intégration de la Suisse au dispositif européen en cas de menaces sanitaires transfrontalières.

Des opposants en ordre de bataille

Parmi les principaux détracteurs des accords bilatéraux, l'UDC porte une nouvelle initiative de

résiliation qui limiterait la population suisse à dix millions d'habitants. Son acceptation entraînerait la fin de la voie bilatérale, annulant aussi bien les nouveaux que les anciens accords qui ont largement démontré leur efficacité, tels que Schengen/Dublin. L'initiative populaire dite «Boussole», en cours de récolte de signatures, exige quant à elle que le nouveau paquet d'accords soit soumis au vote du peuple et des cantons.

A l'autre bord politique, le Parti socialiste et les syndicats attaquent particulièrement les aspects liés au marché libéral du travail. Si les syndicats soutiennent globalement les nouveaux accords, ils contestent néanmoins certains volets majeurs, comme l'ouverture du marché de l'électricité.



Positionnement du PLR Suisse

Le PLR Suisse a constitué un groupe de travail de douze membres, intégrant partisans et détracteurs des Bilatérales III. Ce groupe formulera une recommandation destinée à l'Assemblée des délégués du 18 octobre, laquelle décidera de la position officielle du parti sur le dossier européen.

— Publicité

Confort-lit

36
ans

Des m² retrouvés
grâce au lit rabattable



YVERDON

Av. de Grandson 60

024 426 14 04

LAUSANNE

Rue Saint-Martin 34

021 323 30 44

GIVISIEZ

Route des Fluides 3

026 322 49 09



Découvrir
les lits rabattables

www.confort-lit.ch

La Suisse romande mise sur une voie de garage par les CFF



Par
Florence
Bettschart-Narbel
Présidente PLR Vaud,
Députée

Les personnes qui effectuent régulièrement des trajets en train de la Suisse romande à la Suisse allemande font un constat alarmant: notre partie du pays est progressivement reléguée au second plan par les CFF. Alors que la mobilité durable devrait être au cœur des priorités stratégiques du pays, les Romands voient leurs connexions se détériorer. Le temps de trajet entre Lausanne et Berne augmente de 10 minutes, une coupure prolongée est annoncée entre Fribourg et Berne pendant l'Euro de foot féminin cet été et la ligne du pied du Jura a perdu ses liaisons directes avec Genève et Morges.

La Suisse romande contribue pourtant pleinement à la prospérité nationale. Ses pôles universitaires, hospitaliers, économiques et touristiques ont besoin de liaisons rapides et fiables pour fonctionner efficacement et pour maintenir leur attractivité. Mais sur le terrain, les faits parlent d'eux-mêmes: alors que les investissements massifs se concentrent sur l'axe Berne-Zurich-Saint-Gall, les grands projets romands stagnent ou sont retardés. Les travaux sur le nœud ferroviaire de Lausanne, élément central pour toute la Suisse romande, avancent avec peine, malgré son importance stratégique

pour l'ensemble du réseau national.

Ce déséquilibre n'est pas qu'un problème technique ou logistique. Il est politique. Il traduit l'absence de vision forte et concertée des autorités romandes, et en particulier du canton de Vaud, pour faire entendre leur voix à Berne. Les intérêts de la région ne sont pas suffisamment défendus, ni dans les organes de planification fédéraux, ni dans les cercles décisionnels politiques. Les CFF, de leur côté, appliquent une logique de gestion nationale, mais sans contre-pouvoir régional fort, leurs arbitrages ne peuvent que léser les régions qui ne font pas pression.

«Alors que la mobilité durable devrait être au cœur des priorités stratégiques du pays, les Romands voient leurs connexions se détériorer»

Il est temps de changer de posture. La mobilité ferroviaire est un levier fondamental pour l'économie, la durabilité et la

cohésion nationale. Il ne s'agit pas de réclamer des privilèges, mais de revendiquer une juste part d'un développement équilibré. Cela passe par une alliance forte entre les cantons romands, un discours politique clair et cohérent, et une mobilisation active à tous les niveaux institutionnels.

«A force de retards, de coupures et de décisions unilatérales, c'est la confiance des usagers romands dans le service public ferroviaire qui s'érode»

Car à force de retards, de coupures et de décisions unilatérales, c'est la confiance des usagers romands dans le service public ferroviaire qui s'érode. Et avec elle, l'adhésion à un projet national de mobilité qui ne semble plus faire la part belle à toutes les régions du pays. Surtout, cette dégradation de l'offre freine directement le transfert modal de la route vers le rail, pourtant crucial pour atteindre les objectifs climatiques et désengorger les axes routiers.

Publicité

DANIEL RUCH
ENTREPRISE FORESTIERE HC

ÉLAGAGE
GÉNIE FORESTIER
BOIS-ENERGIE
TRANSPORT
STABILISATION BIOLOGIQUE
TRAVAUX FORESTIERS

www.danielruch.ch
021 903 37 27
1084 Carrouge(VD)

Cap sur la Chine: Vaud renforce ses liens économiques

Par
Nasrat Latif

Photos: SinOptic

19 entrepreneurs vaudois, emmenés par Isabelle Moret, viennent de rentrer d'une mission économique en Chine. Une opération stratégique pour s'ouvrir à un marché incontournable

La délégation économique tout juste rentrée de l'Empire du Milieu a permis aux participants de mieux saisir la culture locale et de se faire connaître auprès des acteurs de la deuxième économie mondiale. Cette initiative tombe à point nommé alors que la Suisse négocie une optimisation de l'accord de libre-échange avec la Chine, après avoir signé un accord similaire avec l'Inde en début d'année sous l'égide du conseiller fédéral vaudois Guy Parmelin.

Organisée par Innovaud, avec le soutien du Service de promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI), la délégation

était conduite par Isabelle Moret, cheffe du Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine: «L'objectif est de permettre à nos entreprises vaudoises d'explorer les opportunités de développement de leurs activités au sein d'un des marchés les plus importants du monde». Des rencontres ciblées avec des agences de promotion suisses installées en Chine, des événements de réseautage avec les milieux d'affaires et des visites d'entreprises chinoises, suisses et vaudoises étaient au programme.



Visite des installations du Vaudois Bobst à Changzhou



Isabelle Moret avec la délégation, en visite dans l'en

Des entrepreneurs issus de secteurs innovants

Les entreprises vaudoises participantes reflètent une grande diversité, avec des acteurs présents dans des domaines de pointe tels que la sous-traitance industrielle, les technologies médicales, la robotique, les sciences de la vie, la cybersécurité et l'alimentaire. Une opportunité exceptionnelle pour elles de mesurer le potentiel du marché chinois, comme l'explique Daniel Pitton de Visar Sorting: «Nous avons développé une trieuse optique automatique de carottes et pommes de terre. Notre machine est utilisée dans une quinzaine de pays. Je suis venu parce que la Chine est le plus grand producteur au monde de pommes de terre et de carottes. Cette mission me permet d'humer l'air du pays avant un prochain voyage plus spécifique pour étudier les possibilités de



entreprise chinoise de service internet Focus Technology

commercialisation de notre machine».

Tatjana Bauecker, de l'entreprise de biotechnologie NewBiologix, partage cet enthousiasme: «Cette mission me permet de me faire une idée du marché chinois, d'évaluer les possibilités de partenariats commerciaux ou de potentiels clients ou de futurs investisseurs. Le développement économique de la Chine est juste incroyable. C'est impressionnant!».

Johann Rochat, directeur de Tech-Joux SA, spécialiste du décolletage et micromécanique de précision, insiste sur l'importance stratégique du déplacement: «J'ai pris part à cette délégation pour découvrir le pays, comprendre comment cela fonctionne et évaluer la possibilité de faire des affaires dans le futur. C'est important comme entrepreneur d'étudier les possibilités

de développer de nouveaux produits pour d'autres marchés».

Des rencontres fructueuses

Pour Côme de Valbray, fondateur de l'entreprise de microtechnique d'Heure en Heure, les échanges effectués se sont révélés instructifs: «Grâce aux rencontres et visites organisées, je peux mieux appréhender les business models déployés en Chine par les entreprises suisses, mais aussi chinoises. Et bien sûr évaluer les opportunités de partenariat en matière d'innovation».

Enfin, Alexandre Herren, dirigeant de Herren Frères & Compagnie, entreprise spécialisée dans la tôlerie industrielle et la découpe laser, témoigne avec enthousiasme: «C'est ma première visite en Chine. L'oppo-

tunité de prendre la température d'une nation qui avance à grande vitesse en matière de technologie, mais aussi de mieux comprendre la complexité du système. Je suis frappé par la qualité de l'accueil, avec cette forte impression que si nous devons arriver avec des projets concrets, tout pourrait se faire très vite. Cela ouvre de nouveaux horizons, notamment dans la perspective d'une potentielle collaboration avec des entreprises suisses déjà installées en Chine.»

La mission économique s'inscrivait également dans un contexte diplomatique fort, marquant les 75 ans de relations bilatérales entre la Suisse et la Chine et les 15 ans du partenariat entre le canton de Vaud et la province du Jiangsu.



La délégation vaudoise chez Envision Energy, spécialisée dans les énergies renouvelables à Shanghai

Publicité

Machines-Services - Bernard Thonney



Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machinesservices.com

C'est l'été, parlons d'Etat!

Par
Jérôme Thuillard

Secrétaire général PLR
Vaud,
Conseiller communal
Romanel-sur-Lausanne

KPI, délais de traitement, travail au noir, TGV: la performance de l'Etat est l'un des thèmes phares de ce mois



KPI? En bon anglais, les Key Performance Indicators. De ce côté de la Manche, on parle d'Indicateurs Clés de Performance (ICP). Il est en effet de bon ton dans notre parti de parler de l'efficacité de l'Etat: mais comment la mesure-t-on, cette efficacité? C'est ce que notre chef de groupe **Nicolas Suter** se propose de définir, en demandant au Conseil d'Etat quels sont les indicateurs qui ont cours dans l'administration, et comment l'on mesure spécifiquement la satisfaction des parties prenantes dans leurs interactions avec certaines directions générales.



La performance de l'Etat, c'est également la rapidité dans les délais de traitement. Ainsi, notre présidente **Florence Bettschart-Narbel** a déposé un postulat demandant que le Conseil d'Etat identifie les domaines dans lesquels l'Etat peut améliorer sa gestion des délais. De plus, il s'agit de proposer des pistes quant à l'amélioration de la célérité administrative telles que l'instauration de délais maximaux contraignants pour certaines décisions ou la simplification de procédures trop complexes ou trop longues.

Un Etat performant, c'est un Etat dans lequel le travail est rémunéré à sa juste valeur et dans le respect du cadre légal. Dans cette optique, le député **Pierre-André Romanens** s'est fendu d'une interpellation et d'un postulat concernant le travail au noir. L'Exécutif est ainsi prié de faire savoir au Grand Conseil si une révision prochaine de la Loi sur l'emploi (LEmp) est prévue, et si oui, dans quel calendrier et avec quelle intégration des partenaires sociaux. Le postulat demande pour sa part au Conseil d'Etat d'étudier l'opportunité de concevoir et de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation à l'échelle cantonale visant à lutter contre le travail au noir par la prévention et l'information, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux et les communes.

Enfin, un Etat performant est un Etat qui garantit des liaisons



ferroviaires fiables. Dès lors, notre député **Alexandre Berthoud** a déposé une résolution adoptée à l'unanimité du Grand Conseil enjoignant le Conseil d'Etat et le Parlement à entreprendre toutes les démarches utiles afin de maintenir les six liaisons quotidiennes TGV directes entre Lausanne et Paris, de s'opposer à la suppression de la moitié des liaisons ou de compenser cette baisse par l'ouverture de liaisons via Val-lorbe.

Bonnes vacances, et au plaisir de se voir en août!



Tour-de-Peilz: un non clair à la hausse d'impôts



Par
La Rédaction

Avec près de 68% de non, les Boélands ont sèchement rejeté la hausse d'impôts proposée par la Municipalité. Ce résultat net, le troisième en dix ans, confirme

une tendance forte: la population ne veut pas payer plus pour compenser une gestion communale qu'ils jugent perfectible.

Le PLR local s'est clairement engagé contre cette augmentation, dénonçant une fuite en avant fiscale sans remise en question des priorités budgétaires. L'Exécutif avait proposé d'augmenter le taux d'imposition de 64 à 65%, au nom du financement des garderies. Mais derrière cette façade sociale, c'est l'absence d'une vision responsable et durable des finances communales qui a été sanctionnée. Pour le PLR, d'autres pistes

existent: maîtriser les dépenses, revoir les investissements non urgents et améliorer l'efficacité des services avant de solliciter les contribuables. A l'heure où la dette approche des 60 millions, c'est de rigueur budgétaire et de transparence dont la commune a besoin, pas de prélèvements supplémentaires.

Ce vote montre qu'une majorité silencieuse refuse les solutions de facilité. A l'approche des élections de 2026, le message des urnes est limpide: il est temps de changer de cap.

1000 places de parc à Yverdon-les-Bains

Par
La Rédaction

Plébiscitée à plus de 55%, l'initiative en faveur d'un parking souterrain à la place d'Armes marque un tournant pour Yverdon - et une nette victoire pour l'Entente (PLR, UDC, Vert'libéraux), qui a porté ce projet avec constance et détermination. Le rejet massif (61%) du contre-projet de la majorité municipale rose-verte confirme un désaveu populaire face à une politique de mobilité trop idéologique et déconnectée des réalités régionales.

Ce succès, le PLR le doit à son engagement de longue date. Depuis plus de dix ans, les élus libéraux-radicaux ont défendu ce projet structurant pour le développement d'Yverdon, tant au Conseil communal qu'à l'Exécutif. Aujourd'hui, la population



leur donne raison, en affirmant clairement son attachement à une ville accessible, attractive et tournée vers l'avenir.

Au-delà du stationnement, c'est la cohérence d'une vision qui est récompensée. Une vision équilibrée, attentive aux besoins des habitants comme des com-

merçants, et soucieuse d'un aménagement harmonieux du territoire. A dix mois des communales, ce vote donne un signal fort: celui d'un électorat en attente de solutions concrètes, et d'une droite unie et prête à agir.

Une jeune stagiaire au Secrétariat général

Alice Lesserre de Prilly, 14 ans, a effectué un stage au sein du Secrétariat général. Elle a tenu à nous rédiger ces quelques lignes:

«Durant mon stage de quatre jours (pendant lequel j'ai fêté mon anniversaire!), voici ce que j'ai retenu de mon passage au PLR Vaud:

• Quand je pense à un parti politique, je ne m'imaginai pas toute l'organisation qui est nécessaire, que ce soit pour la gestion des membres ou les différents événements;

• La visite du Grand Conseil: un grand bâtiment plein de débats, de termes incompréhensibles et de personnes aussi bienveillantes qu'intelligentes qui m'ont permis d'apprendre dans les meilleures conditions.»

Quant à nous, nous la remercions chaleureusement pour sa bonne humeur, sa ponctualité et sa curiosité!

Agenda du PLR Vaud

24 août 2025

► Brunch

6 septembre 2025

► Université d'été
Pully, GastroVaud

1er octobre 2025

► Congrès - Nyon

20 novembre 2025

► Repas de soutien

27 novembre 2025

► Congrès

PLR

Les Libéraux-Radicaux
Vaud

Votre avis compte!

Scannez ce code QR,
participez à notre sondage et
façonnez avec nous l'avenir
du PLR Vaud!



Publicité

CAVE DE LA CRAUSAZ FÉCHY



Bettems frères S.A.

Chemin de la Crausaz 3

1173 Féchy

021 808 53 54

www.cavedelacrausaz.ch

Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
CHF 8.70 la bouteille

Offre spéciale carton de dégustation

5 x 70 cl.

Cave de la Crausaz Féchy

Féchy AOC La Côte CHF 43.50

5 x 70 cl.

Cave de la Crausaz rouge

Les Bourrons, assemblage CHF 43.50

5 x 70 cl.

Rosé La Crausaline

Pinot Noir CHF 45.00

Prix du carton

CHF 132.00

Sous réserve de changements

Je commande _____ carton(s) de dégustation livré(s) à mon domicile pour la somme de 132.00 par carton (uniquement en Suisse). Frais de livraison offerts

Nom :

Prénom :

Rue :

NP/lieu :

Tél.

Signature :

TRIB

Un vent nouveau souffle sur Vevey

Par
La Rédaction

La section PLR de Vevey arrive au terme d'une intense campagne en faveur de l'installation de caméras de surveillance et d'un éclairage public renforcé autour de la gare pour lutter contre le deal de rue et l'insécurité. La votation du 29 juin fait figure de tour de chauffe à quelques mois des élections communales.

Son président, Laurent Cornu, est pleinement investi: «On est à 100% dans cette campagne, et tous les partis sont unis contre Décroissance-Alternatives, le parti du syndic. C'est assez rare pour être sou-



Laurent Cornu, président du PLR Vevey

ligné. On sent aussi une vraie mobilisation de la population, lassée du deal et de l'inaction de la Municipalité». Le PLR Vevey est d'autant plus actif que les électeurs ont refusé en novembre, sous son impulsion, le projet de parking payant à Plan-Dessus.

«On est à 100% dans cette campagne, et tous les partis sont unis contre Décroissance-Alternatives, le parti du syndic. C'est assez rare pour être souligné»

Engagé en politique depuis 2021, Laurent Cornu y croit dur comme fer: «Il y a quatre ans, nous étions à 200 voix d'obtenir des sièges à la Municipalité. Cette fois, je suis convaincu qu'on peut en décrocher un, voire deux. A nous de mobiliser notre électorat». L'objectif au Conseil communal: conserver les 22 sièges actuels.

Ancien entrepreneur dans la maçonnerie, aujourd'hui gestionnaire de la plus grande coopérative forestière publique du canton de Fribourg, Laurent Cornu incarne un profil tout-terrain qui semble parfaitement taillé pour l'enjeu.



Stand au marché de Vevey

Publicité

**Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion**

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

Roxane Faraut, la Dame de fer humaniste qui veille sur Nyon



Par
Daniella
Gorbunova

Photos: Petar Mitrovic

Première femme à la tête des Infrastructures à Nyon, la conseillère municipale Roxane Faraut incarne une droite libérale, humaniste, mais aussi et surtout engagée pour la sécurité. Rencontre

Si le soleil manque à l'appel, en ce vendredi de juin où nous rencontrons la conseillère municipale nyonnaise Roxane Faraut, sa radieuse énergie illumine et réchauffe à elle seule le restaurant de la Plage des Trois Jetées, au bord du Léman — où nous gardons tout de même nos vestes pour manger, tant le temps est capricieux. Grand sourire, mais poignée de main ferme: aussi ferme que la politique qu'elle a su mener pour endiguer le deal de rue à Nyon, dans la continuité de sa prédécesseure. Entre autres exploits à

la tête du dicastère des Travaux, de l'environnement, de la mobilité et de la sécurité publique, qu'elle dirige avec rigueur et humanité depuis 2016.

Son parcours? Conseillère communale depuis 2011, la libérale-radical a également présidé la section vaudoise des Femmes PLR, avant de se hisser à la municipalité de sa commune — devenant ainsi la première femme à siéger à la tête des Infrastructures. Profondément libérale de conviction, elle n'a pas peur de le dire: elle est par ailleurs sensible à la situation des populations en exode à cause de la guerre, et à l'égalité de manière générale. Roxane Faraut a par exemple accompagné la première transition de genre au sein d'un corps de police vaudois.

Son histoire personnelle explique cette fibre humaniste: elle

est née d'une mère suisse et d'un père pieds-noirs d'Algérie, forcé à rejoindre la France en 1962, qui s'est ensuite installé en Suisse pour y travailler comme typographe. Avant d'ouvrir un légendaire magasin de disques à Nyon, aujourd'hui disparu, mais dont beaucoup se souviennent. La musique colle encore et toujours à la peau de l'élue: «C'est vraiment ma soupape de décompression. J'écoute beaucoup de jazz, de musique classique, de chansons françaises». Son dernier concert? «Fin mai, j'ai vu Stéphane Eicher, qui jouait avec l'Orchestre de Suisse. C'était topissime!»

La lutte contre la drogue, une priorité

Poursuivant le combat contre la drogue et le deal de rue à Nyon, amorcé par sa prédécesseure li-



Roxane Faraut en quelques dates

1975: Naissance à Nyon

2011: Election au Conseil communal
de Nyon

2014: Présidente des Femmes PLR Vaud
jusqu'en 2017

2016: Election à la Municipalité de Nyon

2021: Réélection à la Municipalité de
Nyon

bérale-radical Elisabeth Ruey-Ray, Roxane Faraut a, à son tour, fait de cette question une priorité durant ses deux mandats. Le problème était à son paroxysme au début et milieu des années 2010, attisé notamment par la conversion d'un abri de la protection civile en centre pour requérants d'asile, fermé en 2012. Une difficile cohabitation, qui avait nourri des tensions avec les riverains et contribué à la problématique de la vente de stupéfiants.

Elle se souvient de la période en question: «Il y avait des problèmes de deal absolument terribles, avec un harcèlement de la population». Elisabeth Ruey-Ray avait alors déclenché une véritable offensive, avec l'aide du Canton. Un combat directement repris par Roxane Faraut. La stratégie? Des chiens spécialisés, et des saisies à répétition à l'aide de ces derniers. Encore et encore.

«Les dealers avaient des planques. Les chiens trouvaient la drogue, on la saisissait, explique Roxane Faraut. Lorsqu'ils revenaient, il n'y avait plus rien. Au bout d'un moment, ils en ont eu marre, ils sont bel et bien partis». Elle garde cependant les yeux grand ouverts: «Je reste très attentive à cette problématique, et je maintiens la pression», appuie-t-elle. La ville gère désormais cette thématique sans le soutien cantonal. Elle ajoute: «Je me bats aussi pour conserver la brigade canine, car c'est si efficace!»



Une police all-inclusive

Autre défi de taille relevé: sous l'impulsion de Roxane Faraut, Police Nyon Région a connu une transformation en profondeur. Un nouveau centre de police a vu le jour à Champ-Colin, pensé pour regrouper en un même lieu les forces de police communales et cantonales, ainsi que le SDIS Nyon-Dôle, facilitant ainsi la coordination entre les feux bleus. Idée très novatrice, puisqu'avoir ainsi la police cantonale et communale sous le même toit, c'est une première dans le canton de Vaud. Cette mutualisation des moyens a donné naissance à un modèle aujourd'hui cité en exemple.

«On a passé le bus au quart d'heure, et la fréquentation a bondi de 224% en dix ans. Quand on propose une alternative crédible à la voiture, les gens l'utilisent»

«Quand un citoyen entre au poste, il trouve immédiatement quelqu'un qui peut répondre à son besoin, sans être renvoyé de la police communale à la police cantonale», souligne-t-elle. Sensible aux violences faites aux femmes, la politicienne a

par ailleurs veillé à garantir une présence féminine dans chaque brigade, 24 heures sur 24.

Une vision pragmatique pour la mobilité

Sa vision de la mobilité? Avec le pragmatisme comme maître mot, Roxane Faraut souhaite désengorger la ville des voitures de passage, faire évoluer les habitudes par le développement de l'offre, et non par la contrainte: «On a passé le bus au quart d'heure, et la fréquentation a bondi de 224% en dix ans. Quand on propose une alternative crédible à la voiture, les gens l'utilisent».

Elle plaide aussi pour des quartiers d'habitations plus apaisés: plusieurs nouvelles voies pour piétons et vélos ont été développées, depuis 2016. De manière générale, l'élue plaide pour des zones 30 là où c'est pertinent, des pistes cyclables sécurisées, des traversées scolaires sûres. «Les enfants doivent pouvoir aller à l'école à pied ou à vélo sans que leurs parents soient morts d'inquiétude», invoque-t-elle.

Avec un tel bilan, la femme de droite sera-t-elle candidate à sa réélection, l'an prochain? C'est un oui, enfin, elle s'en remet à la formule: «Je me tiendrai à la disposition de mon parti!»

Sainte Greta, priez pour nous!

Par
Politik-AI

Texte: Nasrat Latif

Il fut un temps où elle ne parlait que de climat, de degrés, de rapports du GIEC. Une jeune fille en colère, s'adressant aux puissants d'un «*How dare you?*» («*Comment osez-vous?*») qui fit le tour du monde. Mais à 22 ans, Greta Thunberg ne sauve plus seulement la planète: elle entend désormais les voix de toutes les injustices.

En quelques mois, la militante a relié la fonte des glaces aux frontières fermées, l'empreinte carbone aux droits humains. Justice climatique, sociale, postcoloniale, politique... tout serait lié. Elle manifeste pour le climat à Paris, contre les expulsions à Stockholm, pour la paix à Milan et – telle une Jeanne d'Arc 2.0 – embarque sur un frêle na-



vire pour libérer Gaza comme Orléans. Son armure de cause unique est devenue étendard universel, tantôt boussole morale, tantôt militante extrémiste.

Mais à vouloir porter toutes les douleurs du monde, Greta perd en lisibilité ce qu'elle gagne en ferveur. Son charisme d'icône planétaire devient posture d'égérie absolue. Sainte ou stratège? Inspirée ou dépassée? Sa parole devient brûlante,

inflexible, et souvent incantatoire.

La voilà donc ici représentée dans les traits de Jeanne d'Arc par Albert Lynch. Le regard haut, l'allure droite dans ses positions de gauche. On ne sait plus très bien si elle monte au combat ou si elle cherche simplement où tout cela a commencé. Une chose est sûre: la certitude est intacte. Mais les voix multiples qui l'appellent rendent la bannière toujours plus floue.

Abonnez-vous à **Vaudois!**

Recevez chez vous le média d'opinion libérale-radical, 10x par an

- ▶ Abonnement 12 mois: **CHF 100.-**
- ▶ AVS, apprentis et étudiants: **CHF 55.-**
- ▶ Entreprise et soutien: **CHF 150.-**

www.vaudois.media



vaudois.media/abonnement